

la guerre. Les Chinois ont vu de leurs propres yeux Taïwan (Formose) en proie à cette agression, et les flammes de la guerre d'agression des États-Unis contre la Corée s'élançant vers eux. C'est pourquoi, saisis d'une juste colère, les Chinois accourent volontairement en grand nombre à l'aide du peuple coréen . . . Le Gouvernement populaire de Chine ne voit aucune raison de les empêcher de partir volontairement pour la Corée afin de participer, sous le commandement de la République démocratique populaire de Corée, à la grande lutte libératrice que livre le peuple coréen contre l'agression des États-Unis ». Le général souligna en outre que les forces des États-Unis s'étaient portées à 5,000 milles ou déla des mers pour entreprendre des opérations militaires sur le territoire coréen, qui n'est séparé de la Chine que par un petit fleuve. Il proposa enfin que le Conseil adopte des mesures efficaces visant à faire retirer toutes les forces des États-Unis de Taïwan et toutes les troupes des Nations Unies de Corée.

Les déclarations de Londres et de Washington

Lorsque le débat reprit au Conseil de sécurité, le 29 novembre, accusations et contre-accusations se firent de nouveau entendre. Pendant cet échange d'amères récriminations, M. Bevin, à Londres, et M. Truman, à Washington, firent d'importantes déclarations. Le 29 novembre, M. Bevin déclara à la Chambre des communes que l'essentiel en Corée était « de stabiliser la situation militaire et d'examiner ensuite la possibilité d'un règlement politique . . . Il existe plusieurs façons de chercher et de trouver une solution politique et, si les Chinois sont disposés à collaborer, j'espère qu'il sera possible de prévenir l'extension du conflit ». M. Bevin ajouta que le Royaume-Uni « participerait volontiers à toute conférence à quatre sérieusement préparée » qui pourrait aider à résoudre la crise actuelle.

À Washington, le lendemain 30 novembre, M. Truman affirma que « les troupes des Nations Unies n'avaient nullement l'intention d'abandonner leur mission en Corée ». Indiquant la façon dont les États-Unis allaient faire face à « la nouvelle situation », il déclara: « Nous intensifierons nos efforts pour aider les autres nations libres à renforcer leurs systèmes de défense et à parer ailleurs aux menaces d'agression. Nous augmenterons rapidement notre propre puissance militaire ». Interrogé par les journalistes, le Président ajouta que l'on avait sérieusement étudié l'emploi de la bombe atomique. Toutefois, une déclaration publiée par la Maison Blanche après la conférence de presse précisa que d'après la loi, le Président seul pouvait autoriser l'emploi de cette arme, mais qu'aucune autorisation de cette nature n'avait été donnée. Peu après cette déclaration du Président, Londres annonça que M. Attlee prendrait l'avion pour Washington afin de conférer avec M. Truman au sujet de la crise coréenne. Quatre jours plus tard, s'ouvraient les entretiens mémorables des chefs des deux plus grandes puissances du monde non communiste.

Le 30 novembre, la résolution des six demandant aux communistes chinois de retirer leurs troupes de Corée fut mise aux voix au Conseil de sécurité. Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, la résolution se vit opposer le veto de l'Union soviétique, mais l'emporta par 9 voix contre 1 (U.R.S.S.) et une abstention (Inde). Les parrains de la résolution des six puissances présentèrent ensuite la question de l'intervention de la Chine communiste à l'Assemblée générale, où le droit de veto n'existe pas et où l'opinion mondiale pourrait, par conséquent, faire peser toute son influence sur le Gouvernement de Pékin. Le 6 décembre, l'Assemblée générale décidait par 51 voix contre 5 (bloc soviétique) de déférer la question à la Commission des questions politiques.

Pendant qu'on se préparait à débattre la question de l'intervention chinoise à la Commission des questions politiques, on s'efforçait également de résoudre la crise en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies. Dans l'ambiance de débats animés aux Nations Unies et d'une défaite militaire écrasante, les nations libres du monde essayèrent de tracer la ligne de conduite qu'elles entendaient suivre dans les jours critiques à venir. Le 4 décembre, à Ottawa, et, le lendemain, à Lake Success, M. Pearson prononça deux discours importants sur la politique extérieure (voir